

Peut-il dire à la Chambre si les formules dont se sert la Gendarmerie royale pour rédiger ses rapports sont bilingues?

L'hon. Guy Favreau (ministre de la Justice): Monsieur le président, je vais tenir cette question comme préavis.

M. Beaulé: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

J'invoque le Règlement. Hier, l'honorable ministre m'a répondu que les officiers pouvaient faire leurs rapports dans la langue de leur choix. A ce moment-là, il devait savoir si les formules sont bilingues ou non.

L'hon. M. Favreau: Monsieur le président, j'ai répondu, hier, que des instructions verbales avaient été données à l'effet qu'il était préférable que les plaintes formulées soient consignées dans la langue dans laquelle elles étaient reçues. Mais on comprendra facilement qu'en ce qui a trait aux conditions administratives, notamment aux formules qui peuvent exister dans un bureau quelconque au Canada, je ne sois pas immédiatement en mesure de dire exactement ce qui en est.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre de la Justice a-t-il l'intention de veiller à ce que, dans un avenir prochain, toutes ces formules soient bilingues, d'un bout à l'autre du Canada, de sorte que si nous rencontrons un Canadien français dans l'Ouest ou un Canadien anglais dans la province de Québec, les formules soient bilingues et qu'il n'y ait plus de «discrimination», où que ce soit?

L'hon. M. Favreau: Monsieur le président, la question du bilinguisme à la Gendarmerie Royale est à l'étude, sous tous ses aspects, depuis déjà plusieurs mois par le commissaire, certains de ses officiers et moi-même. J'ai déjà sur mon bureau des rapports à ce sujet. J'en informerai la Chambre dès que ce sera possible, mais c'est évidemment une question complexe.

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

L'ACQUISITION DE NOUVEAUX AVIONS TACTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Je désire poser une question au ministre de la Défense nationale. Depuis le mois de mars, le ministre nous dit que dans quelques jours il annoncera une décision concernant le remplacement d'avions. Peut-il nous dire quand se termineront ces quelques jours? Les 60 jours de décision sont-ils oubliés?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): J'ai essayé d'éviter les réponses

trop précises, car j'ai conscience des problèmes que comporte une décision sur un point aussi important. Cependant, j'espère que nous pourrions prendre une décision dans trois ou quatre semaines au plus, maintenant que nous possédons tous les renseignements dont nous avons besoin.

HALIFAX—DISPOSITION DE DRAGUEURS DE MINES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. Russell MacEwan (Pictou): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale nous dirait-il si une décision a été prise au sujet des dragueurs de mines à Halifax; seront-ils mis en réserve ou transmis à la Corporation de disposition des biens de la Couronne en vue de leur vente?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, quatre seront liquidés immédiatement; quant aux autres, nous attendons de connaître les résultats d'une étude approfondie effectuée à l'heure actuelle par les fonctionnaires du ministère.

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM-NORD—ON DEMANDE LA CESSATION DES RAIDS AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue): J'ai une question à poser au très honorable premier ministre.

Le premier ministre entend-il entamer des négociations avec le président Johnson afin de l'inciter à suspendre les raids aériens sur le Vietnam-Nord, prélude essentiel aux négociations ou, s'il le peut, donner suite à l'espoir qu'énonçait à cet effet le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) au comité des affaires extérieures?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, aucuns pourparlers ne sont prévus à ce sujet. Nous avons discuté de ces questions avec le président des États-Unis.

LES DÉPLOIEMENTS MILITAIRES ET LE PRESTIGE DU CANADA À L'ÉTRANGER

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Affaires extérieures. Nous dirait-il si le déploiement militaire à la moscovite qui se tiendra samedi à